



## **Appel des Fédérations CGT et FO des Services publics**

Les Fédérations CGT et FO des Services publics affirment leur analyse partagée sur plusieurs enjeux revendicatifs clés dans la période.

Nous confirmons notre opposition résolue aux principales dispositions contenues dans l'accord interprofessionnel sur l'emploi du 11 janvier 2013.

Cet accord refusé par deux des trois grandes confédérations syndicales organise une plus grande flexibilité pour les salariés, un recul de leurs droits individuels et collectifs au bénéfice des employeurs et un abaissement du niveau des garanties collectives préjudiciable à l'ensemble du monde du travail.

La lutte contre le chômage appelle une rupture avec les politiques d'austérité et de rigueur néfastes à l'emploi en qualité et en quantité. Nous appelons nos syndicats, avec l'ensemble des agents, à poursuivre la mobilisation unitaire contre la transcription législative de cet accord.

Nous exigeons l'arrêt de la politique d'austérité qui se développe dans nos collectivités territoriales au nom de la baisse des dépenses publiques et se traduit par :

- La baisse des dotations aux collectivités territoriales,
- des suppressions d'emplois,
- le blocage des salaires avec le gel du point d'indice,
- la remise en cause des conventions collectives et des statuts,
- la dégradation des conditions de travail.

Nous dénonçons le contenu du projet de loi de décentralisation et de réforme de l'action publique qui s'inscrit dans la continuité de la loi de réforme territoriale et dans la logique des coupes drastiques opérées dans les dotations financières aux collectivités.

Ce projet avec son corollaire, la "territorialisation", remet en cause le cadre statutaire ainsi que les droits collectifs et individuels des agents.

La situation vécue par nos collègues de la Communauté urbaine de Strasbourg et d'autres collectivités, est la funeste illustration des ravages de cette politique. Nous affirmons notre soutien fraternel à leur lutte, comme à toutes celles qui sont menées sur le territoire.

Nos deux organisations syndicales, s'adresseront prochainement aux autres organisations syndicales de la Fonction publique territoriale pour organiser la nécessaire riposte visant à combattre ce projet.

Les Fédérations CGT et FO des Services publics appellent les agents de la Fonction publique territoriale à poursuivre dans les semaines et les mois qui viennent l'action contre les politiques d'austérité, pour :

- le maintien et le développement du service public et de l'emploi public, pour la satisfaction des besoins des usagers et des administrés,
- la prise en compte de leurs revendications, notamment l'augmentation de salaires par la revalorisation du point d'indice,
- la refonte des grilles indiciaires.

Paris le 25 mars 2013